

content with placing on record the views he had indicated.

*The resolution on the world social and cultural situation was adopted unanimously.*

The meeting rose at 12.55 p.m.

## THREE HUNDRED AND SEVENTH MEETING

*Held at the Palais des Nations, Geneva,  
on Monday, 25 July 1949, at 10.30 a.m.*

*President: Mr. James THORN.*

### 42. Continuation of the discussion on economic development of under- developed countries<sup>1</sup> (E/1327, E/ 1327/Add.1, E/1333/Corr.1, E/1333/ Add.1, E/1335, E/1335/Add.1, E/1335/Add.2 and Annex, E/1345, E/1345/Corr.1, E/1373/Rev.1, E/1381, E/1383, E/1408, E/1448)

Mr. SANTA CRUZ (Chile) said that item 9 of the agenda (Economic development of under-developed countries), included four intimately connected but quite separate matters: first, the problem of economic development in general, a study specially entrusted to the Council by the General Assembly, on which the Council was to report to the General Assembly at its fourth Session (General Assembly Resolution 198 (III)); secondly, the examination of the report on methods of financing the economic development of under-developed countries (E/1333) submitted to the Council by the Secretary-General under Council resolution 179 (VIII); thirdly, the examination of the steps taken by the Secretary-General to implement General Assembly resolution 200 (III); and finally, the study of the report and proposals of the Secretary-General and the specialized agencies regarding a "comprehensive plan for an expanded co-operative programme of technical assistance for economic development", submitted in pursuance of Council resolution 180 (VIII).

He had not mentioned the *World Economic Report for 1948*, as that could only be considered as a background to all the Council's discussions on economic matters.

The importance and extent of each of the themes he had mentioned, and the duty of the Council to examine them all, would have justified a separate discussion on each one.

He would first deal with economic development in general.

<sup>1</sup> Resumed from the 303rd meeting.

bornera à demander que ses vues soient consignées dans le compte rendu.

*La résolution sur la situation sociale et culturelle dans le monde est adoptée à l'unanimité.*

La séance est levée à 12 h. 55.

## TROIS CENT SEPTIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le lundi 25 juillet 1949, à 10 h. 30*

*Président: M. James THORN.*

### 42. Suite de la discussion sur le déve- loppement économique des pays in- suffisamment développés<sup>1</sup> (E/1327, E/1327/Add.1, E/1333/Corr.1, E/1333/Add.1; E/1335, E/1335/ Add.1, E/1335/Add.2 et Annexe, E/1345, E/1345/Corr.1, E/1373/ Rev.1, E/1381, E/1383, E/1408, E/1448)

M. SANTA CRUZ (Chili) expose que le point 9 de l'ordre du jour (Développement économique des pays insuffisamment développés) comprend quatre questions étroitement liées, mais parfaitement distinctes: d'abord, le problème du développement économique en général, dont l'Assemblée des Nations Unies a confié l'étude au Conseil économique et social en le chargeant de lui présenter un rapport à sa quatrième session (résolution 198 (III) de l'Assemblée générale); en second lieu, l'examen du rapport relatif aux méthodes permettant de financer le développement économique des pays insuffisamment développés (E/1333), que le Secrétaire général a présenté au Conseil en exécution de la résolution du Conseil 179 (VIII); troisièmement, l'examen des mesures prises par le Secrétaire général pour mettre en œuvre la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale; quatrièmement, l'étude du rapport et de la proposition du Secrétaire général et des institutions spécialisées relatifs à un « projet complet pour l'élargissement du programme coopératif visant à assurer l'assistance technique en vue du développement économique » présenté en application de la résolution du Conseil 180 (VIII).

Il n'a pas mentionné le *Rapport sur l'économie mondiale en 1948*, car il ne peut être considéré que comme document de base de toutes les délibérations du Conseil consacrées aux questions économiques.

Vu l'ampleur et l'importance de chacune des questions énumérées et l'obligation où se trouve le Conseil de les étudier toutes, chacune eût mérité d'être examinée séparément.

Le représentant du Chili traitera d'abord de la question du développement économique envisagé d'une façon générale.

<sup>1</sup> Reprise du débat de la 303<sup>e</sup> séance.

In accordance with General Assembly resolution 198 (III), the Economic and Social Council had decided to make a theoretical study of economic development and "to present to the fourth session of the General Assembly an interim report covering the most urgent problems of economic development of under-developed countries, together with such recommendation as it may then be feasible to make concerning constructive action to be taken".<sup>1</sup> At the same time, it had requested the Secretary-General to prepare "the material needed by the Council in connexion with the General Assembly's request in resolution 198 (III)".

It was the duty of the Council to decide how to implement the instructions of the General Assembly.

The measures taken by the Council implied a new examination of the problems of economic development and full awareness of their urgency. The most noteworthy of those measures was the establishment of the new programme of technical assistance, in conjunction with the specialized agencies. The Council had decided on an overall study of methods of financing economic development, and had requested its regional commissions to give special attention to all aspects of development, including the social aspect.<sup>2</sup> It had also approved the measures already taken in that direction by some of the regional economic commissions.

The programme was a vast one, the study of which had already been initiated prior to the Assembly recommendations.

The Secretary-General had prepared for the Council a report on "Measures devised by the Economic and Social Council and the specialized agencies to promote economic development and raise standards of living of under-developed countries" (E/1345).

That document comprised a collection of first-rate material; but the Council would be failing in its duty towards the Assembly if it merely transmitted the document.

Both the letter and the spirit of Assembly resolution 198 (III) indicated that the Assembly, rightly or wrongly, had felt that the Council was not giving sufficient attention to the question of economic development of under-developed countries. It had therefore asked the Council to give further and urgent consideration to the problem, and to report on the measures taken and proposed. In other words, the Assembly wished the Council to submit a new over-all programme for the economic development of under-developed countries — a co-ordinated plan specifying the chief aims and pointing out the principal measures to be taken.

The Secretary-General's report did not fulfil the intentions of the Assembly. It was an excellent piece of work, but it did not even begin to outline a programme acceptable to the Assembly.

En exécution de la résolution 198 (III) de l'Assemblée générale, le Conseil a décidé de procéder à un examen théorique du développement économique, puis de « présenter à l'Assemblée générale, pour sa quatrième session, un rapport provisoire sur les problèmes les plus urgents du développement économique des pays insuffisamment développés, ainsi que toute recommandation qu'il lui sera alors possible de formuler en ce qui concerne les mesures d'ordre constructif à prendre »<sup>1</sup>. Il a en même temps demandé au Secrétaire général de préparer « la documentation dont le Conseil aura besoin, en raison de la résolution 198 (III) de l'Assemblée générale ».

Il incombe au Conseil de déterminer la façon dont il se conformera à la demande de l'Assemblée.

Les mesures que le Conseil a prises permettent de voir qu'il a l'intention de procéder à un nouvel examen des problèmes que pose le développement économique et qu'il connaît l'urgence de ces problèmes. La plus remarquable de ces mesures est l'élaboration du nouveau plan d'assistance technique de concert avec les institutions spécialisées. En outre, le Conseil a décidé de procéder à une étude d'ensemble des moyens de financer le développement économique et il a demandé à ses commissions régionales de s'attacher tout spécialement à l'étude du problème du développement, sous tous ses aspects, y compris l'aspect social<sup>2</sup>. Il a aussi approuvé les mesures déjà prises en ce sens par certaines de ces commissions.

Il s'agit là d'un vaste programme dont l'étude avait été entreprise avant les recommandations de l'Assemblée.

Le Secrétaire général a préparé, à l'intention du Conseil, une étude intitulée « Mesures envisagées par le Conseil économique et social et les institutions spécialisées pour favoriser le développement économique et relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés » (E/1345).

Ce travail contient une excellente documentation, mais le Conseil ne remplirait pas le mandat qu'il a reçu de l'Assemblée s'il se bornait à le lui transmettre purement et simplement.

On peut déduire de la lettre et de l'esprit de la résolution 198 (III) de l'Assemblée que celle-ci, à tort ou à raison, a estimé que le Conseil ne s'occupait pas assez du problème du développement économique des régions insuffisamment développées. C'est pourquoi elle lui a demandé d'aborder de toute urgence l'examen de ce problème et de lui présenter un rapport sur les mesures prises et celles qu'il se propose de prendre à cet égard. En d'autres termes, l'Assemblée a voulu que le Conseil lui présente un nouveau plan d'ensemble pour le développement économique des régions insuffisamment développées, un plan coordonné qui indique les principaux objectifs et souligne les mesures les plus importantes à prendre.

Le rapport présenté par le Secrétaire général ne répond pas au désir de l'Assemblée. Certes, il s'agit d'un excellent document, mais il ne contient même pas l'esquisse d'un programme qui puisse donner satisfaction à l'Assemblée.

<sup>1</sup> See *Economic and Social Council Resolutions*, eighth session, resolution 179 (VIII).

<sup>2</sup> *Ibid.*, resolutions 179 (VIII) and 180 (VIII).

<sup>1</sup> Voir *Résolutions du Conseil économique et social*, huitième session, résolution 179 (VIII).

<sup>2</sup> *Ibid.*, résolutions 179 (VIII) et 180 (VIII).

On the other hand, in the absence of background material other than the Secretary-General's report, pressure of time was likely to prevent the Council from preparing such a document. Hence there was only one solution: the President and the Secretary-General must devote a special chapter to that subject in the annual report on the Council's activities, in conformity with both the letter and the spirit of Assembly resolution 198 (III). It would perhaps be useful if the Council were to give its President some directives on the matter, and he would be prepared to support a resolution to that end. The Council would not be complying faithfully with the Assembly's decision unless it included in the agenda for its next session the question of economic development of under-developed countries and, as a separate item, the question of specific measures for promoting such development. Only if it did so would the Council have an opportunity of studying the general lines of its work on economic development, any technical problems which might arise, and the new world-wide, regional or local circumstances which might affect that development.

The United States representative had given the Council a piece of practical advice — namely, to stop talking about economic development and to do something about it; that advice should not be thrown away. Nevertheless, he felt that the ideas and doctrines firmly rooted in the consciousness of peoples must constitute the essential basis for any fruitful action. That consciousness was being formed day by day.

Turning to the question of financing economic development, he said that technical assistance was a factor of inestimable value in promoting such development. It might even be said that it was indispensable. At the same time, the most lavish national resources and the most perfect techniques could never lead to the development of a country or an area without the help of sufficient capital to transform its resources into goods and wealth; in other words, to increase productivity. Hence the Council, in implementing the Assembly's resolution, proposed to lay the foundations of a programme of technical assistance and, at the same time, of a plan for financing economic development. In resolution 179 (VIII) the Council had requested the Secretary-General to prepare "a report setting forth methods of financing economic development of under-developed countries".

In document E/1333, the Secretary-General had submitted that report, and eight documents on which the work had been based were annexed to it. The most important of them were the studies of the International Bank, the Food and Agriculture Organization, the Economic and Employment Commission, and the Sub-Commission on Economic Development.

The Secretary-General had taken care to collate various opinions and conclusions on each aspect of financing, indicating the points of agreement or disagreement. The report would undoubtedly be of great help to the Council as a basis for recommendations. Nevertheless, he had two important comments to make. First, in a report of that kind, he would have liked to see the Secretary-General

Comme, d'autre part, en l'absence d'un document de base autre que celui que le Secrétaire général a présenté, le manque de temps empêchera le Conseil d'établir ce rapport, il ne reste qu'une solution: c'est que, dans le rapport annuel sur les travaux du Conseil, le Président et le Secrétaire général consacrent un chapitre spécial à la question et que ce chapitre se conforme à la lettre et à l'esprit de la résolution 198 (III) de l'Assemblée. Il sera peut-être bon que le Conseil donne à son Président quelques indications à ce propos. L'orateur est disposé à donner son appui à un projet de résolution ayant cette portée. Le Conseil ne se conformerait certainement pas à la décision de l'Assemblée s'il n'inscrivait pas à l'ordre du jour de sa prochaine session la question du développement des pays insuffisamment développés et, en tant que point distinct, celle des mesures spéciales de nature à favoriser ce développement. C'est seulement en agissant ainsi que le Conseil aurait l'occasion de suivre l'orientation générale de ses travaux sur le développement économique, les problèmes techniques qui peuvent se poser et les facteurs nouveaux qui, à l'échelle mondiale, régionale ou locale, peuvent influencer ce développement.

Le représentant des Etats-Unis a suggéré au Conseil qu'il ferait bien de cesser de parler du développement économique et de passer à l'action. Il ne faut pas faire fi de ce conseil. Mais les idées, les doctrines solidement ancrées dans la conscience des peuples doivent, selon M. Santa Cruz, servir de base à toute action féconde; et cette conscience se forme petit à petit.

Abordant la question du financement du développement économique, le représentant du Chili déclare que l'assistance technique est l'un des moyens les plus efficaces d'assurer ce développement. On peut même dire qu'on ne saurait se passer de cette assistance. Mais on doit reconnaître également qu'un pays ou une région, si grandes que soient ses ressources et si avancées que soient les techniques que l'on y applique, ne peut être mis en valeur sans l'aide de capitaux suffisants pour transformer ses ressources en biens et en richesses, en d'autres termes, pour augmenter la productivité. Aussi, le Conseil, en donnant suite à la résolution de l'Assemblée, a-t-il en même temps proposé de jeter les bases d'un plan d'assistance technique et d'un plan de financement. Dans sa résolution 179 (VIII), le Conseil a demandé au Secrétaire général de préparer « un rapport exposant les méthodes permettant de financer le développement économique des pays insuffisamment développés ».

Le Secrétaire général a présenté le rapport demandé (E/1333); il y a joint sous forme d'annexes huit documents qui ont servi de base à son travail. Les principaux sont les études de la Banque internationale et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, ceux de la Commission des questions économiques et de l'emploi, et ceux de la Sous-Commission du développement économique.

Le Secrétaire général a pris soin de rassembler les différentes opinions et conclusions relatives à chaque aspect du financement, en indiquant les points sur lesquels il y a accord et ceux sur lesquels il y a désaccord. Ce travail sera certainement très utile au Conseil et pourra servir de base à certaines recommandations. Néanmoins, il appelle deux observations importantes. La première est

take a bolder line and adopt a definite point of view. The standing and independence of the Secretary-General placed him in an ideal position, when asked by the Council for such a report, to put forward his views on what he considered the best and most practical methods of financing, and on what aspects of the question were likely to be useful to the Council as the basis for recommendations to Governments and to the specialized agencies. When resolution 179 (VIII) had been drafted, the Chilean delegation had felt that the Secretary-General's report should contain the basis for a resolution regarding the financing of programmes of economic development.

His second comment concerned the studies attached to the report. They comprised no more than an account of the well-known classical methods of financing such programmes. The new stage that had been reached should be accompanied by action on the part of the organs of the United Nations parallel to that carried on in the sphere of technical assistance. Indeed, all the studies had laid special stress on the necessity for increasing national savings and applying them to economic development. In other words, they repeated the old advice given to the under-developed countries for many years.

Chile was a country that had carried to the limit her internal capacity to finance development plans; and he urged once again that that way out could not be the last word in international discussions on the subject. Chile had spent hundreds of millions of pesos on developing her petroleum resources, electric power and steel plants. She had spent large sums on training a first-class team of engineers and technicians. She had put her finances in order and had adopted a very strict system for the rational use of her currency. In spite of that, without substantial help from the Export-Import Bank in Washington and the International Bank for Reconstruction and Development, Chile would not have been able to complete her electrification and steel programmes; and without further help from those institutions for the programmes now under consideration, she would be unable to carry out her irrigation plans, which were essential for the increased production of foodstuffs. Similarly, without the help of private capital investment, she could only hope to develop slowly — at a pace too slow for the country and for the world — her immense potential resources in fisheries and forests and her industrial capacity.

The reason was that in Chile, as in all under-developed countries, capital could be raised only slowly, the rate being totally inadequate to meet requirements. National income was, of course, extremely low in all under-developed countries; and nearly all income was spent on essential foodstuffs.

He cited two factors which the studies did not touch upon or mentioned only incidentally. One was that in under-developed countries (especially those like Chile, where there was a highly developed social consciousness) a large part of the national

qu'il serait souhaitable que, dans ce genre de travail, le Secrétaire général adopte une politique plus hardie et prenne position. En effet, de par sa position et son indépendance, le Secrétaire général est dans une situation incomparable pour donner au Conseil, quand celui-ci lui demande un rapport de ce genre, son avis sur les méthodes de financement les meilleures et les plus efficaces et sur les aspects de la question au sujet desquels le Conseil peut faire des recommandations aux Etats et aux institutions spécialisées. Lors de la rédaction de la résolution 179 (VIII), la délégation du Chili a pensé que le rapport du Secrétaire général devait contenir les bases d'une résolution relative au financement des programmes de développement économique.

La deuxième observation porte sur les études jointes au rapport. Elles ne contiennent toutes qu'un exposé des méthodes classiques connues de financement. On est arrivé à une nouvelle étape et, dans ce domaine, les organes des Nations Unies doivent mener une action parallèle à celle qu'ils mènent dans le domaine de l'assistance technique. Or, toutes ces études ont surtout insisté sur la nécessité d'augmenter l'épargne nationale et de l'utiliser pour le développement économique, c'est-à-dire qu'ils répètent ce qu'on dit depuis des années aux pays insuffisamment développés.

Le Chili ayant poussé à l'extrême limite l'utilisation de ses moyens intérieurs de financement des plans de développement, l'orateur fait valoir une fois de plus que cette recommandation ne peut être l'unique conclusion des délibérations internationales consacrées à ce problème. Le Chili a dépensé des centaines de millions de pesos pour développer ses industries pétrolière, électrique et sidérurgique; il a consacré des sommes importantes à la formation d'un corps excellent d'ingénieurs et de techniciens; il a mis de l'ordre dans ses finances et il a adopté un système très strict pour l'emploi rationnel de sa monnaie. Néanmoins, sans l'aide importante reçue de l'Export-Import Bank de Washington et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, il n'aurait pu mener à bien son programme d'électrification et son programme de production de l'acier; de même, sans une nouvelle aide de ces institutions pour les programmes actuellement à l'étude, il n'arriverait pas à mener à bonne fin les travaux d'irrigation qui sont nécessaires pour augmenter la production de denrées alimentaires. De même, sans le concours des capitaux privés, sous forme de placements, il ne pourrait développer qu'avec une lenteur qui ne correspondrait pas aux besoins du pays et du monde les immenses richesses potentielles de ses pêcheries et de ses forêts et ses possibilités de développement industriel.

La raison en est qu'au Chili, comme dans tous les pays peu développés, le rythme de formation des capitaux est lent et ne répond pas encore aux besoins. Tout le monde sait que, dans les pays insuffisamment développés, le revenu national est très faible et que sa quasi-totalité est consacrée à l'acquisition de produits alimentaires essentiels.

L'orateur cite deux facteurs que les études n'examinent pas ou ne mentionnent qu'en passant. L'un est que dans ces pays, et notamment dans les pays comme le Chili, où le sens de la responsabilité sociale est très fort, on doit consacrer une

income had to be spent on the protection and welfare of the labour force. Economic development and the improvement of the standard of living of the people had to go hand in hand. It was a pity that the Secretary-General had taken little account of the Council's recommendation that, in preparing his report, he should pay due attention to questions of a social nature which directly conditioned economic development.<sup>1</sup> The report almost completely ignored that important aspect of the problem; that was particularly serious, as suggesting a deep-seated tendency to separate the problem of economic development from the human factor, which should, after all, be the ultimate concern of any programme of economic progress. The Council should reaffirm that point of view in one of its resolutions.

The other factor, merely outlined in the study prepared by the International Bank, but treated more fully in the report of the Sub-Commission on Economic Development (E/1333, appendices II and IV), was the effect of foreign trade, and especially of price fluctuations in exportable commodities, on economic development. Experience had shown that lack of stability in the prices of primary commodities in countries whose foreign trade was largely dependent on one or two such commodities was liable to counteract all progress achieved by means of a programme of economic development. The sudden drop in prices of particular raw materials might mean that such countries would not merely return to their former state, but might even sink to a worse position. The further fact that those countries, as a rule, used their raw material exports to repay foreign loans for industrialization and economic development illustrated the seriousness of the problem.

Only by adopting drastic domestic measures, and through the friendly and timely understanding of the United States Government, had Chile been able without serious repercussions to meet the crisis in her economy and finances caused by the drop in the price of copper.

Crises of that kind were infrequent, though they occurred at fairly regular intervals. But the deterioration, over a long period, of the relation between prices of raw materials and those of manufactured goods must be borne in mind. The result was a constant decrease in purchasing power and capacity for development in the countries producing raw materials.

Hence it should be recognized that, in encouraging development programmes in certain countries, the essential basis of their economy must be protected.

Moreover, it was difficult to see how to apply the recommendation of the International Bank regarding the adoption of a policy favouring exports when there was a tendency to restrict trade because of the inability of some European countries to import goods, owing to the shortage of dollars and the appreciable decline in imports by the United States.

<sup>1</sup> See *Economic and Social Council Resolutions*, eighth session, resolution 180 (VIII).

partie considérable du revenu national à la protection de la main-d'œuvre. Le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des populations doivent aller de pair. Il est regrettable que le Secrétaire général n'ait guère tenu compte de la recommandation du Conseil qui lui demandait de faire dûment place, dans son rapport sur le financement, aux questions sociales qui conditionnent directement le développement économique<sup>1</sup>. Le rapport néglige presque entièrement cet important aspect du problème; ce qui paraît particulièrement grave à M. Santa Cruz, parce que cela révèle une tendance invétérée à séparer le problème du développement économique du facteur humain dont, cependant, tout programme établi en vue du progrès économique doit tenir compte au premier chef. L'orateur croit que le Conseil devrait réaffirmer ce point de vue dans l'une de ses résolutions.

L'exposé de la Banque internationale n'étudie que très brièvement l'autre facteur, dont le rapport de la Sous-Commission du développement économique traite plus en détail (E/1333, annexes II et IV). Il s'agit de l'influence du commerce extérieur, et particulièrement de l'instabilité des prix des articles d'exportation, sur le développement économique. L'expérience a montré que l'instabilité des prix des produits de base peut, dans les pays dont le commerce extérieur porte principalement sur un ou deux d'entre eux, réduire à néant les progrès réalisés grâce à un programme de développement économique. La brusque baisse du prix de certaines matières premières peut signifier pour ces pays, non seulement un retour au point de départ, mais même une régression. Si l'on ajoute qu'en général ces pays se servent de leurs exportations de matières premières pour rembourser les emprunts qu'ils ont contractés à l'étranger pour financer leur plan d'industrialisation et de développement économique, on comprendra la gravité du problème.

Ce n'est qu'en prenant de sévères mesures sur le plan national et grâce à la compréhension amicale et opportune du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique que le Chili a pu faire face sans trop de dommages à la crise qu'a entraînée la baisse du prix du cuivre dans l'économie et les finances du pays.

Il s'agit là de crises exceptionnelles, bien qu'elles se produisent à intervalles assez réguliers. Mais il ne faut pas oublier que, pendant une période prolongée, le rapport entre le prix des matières premières et le prix des produits manufacturés a été défavorable. Il en résulte une diminution constante du pouvoir d'achat et de la capacité de développement des pays producteurs de matières premières.

Il y a donc lieu de reconnaître qu'en favorisant les programmes de développement de certains pays, il est nécessaire de protéger les bases essentielles de leur économie.

D'autre part, il est difficile de voir comment on pourrait appliquer la recommandation de la Banque internationale, relative à l'adoption d'une politique favorable aux exportations, alors qu'il existe dans le monde une tendance à restreindre les échanges commerciaux, qui résulte de l'impossibilité pour une partie des pays d'Europe d'effectuer des impor-

<sup>1</sup> Voir *Résolutions du Conseil économique et social*, huitième session, résolution 180 (VIII).

Only by international action could the necessary capital for economic development be obtained. Such action should take the following forms simultaneously: first, stabilization of primary commodity prices through inter-governmental agreements; secondly, measures to ensure the expansion of international trade, which would enlarge markets for the products of under-developed countries; and, thirdly, measures favouring the influx of foreign capital, with a view to the implementation of development plans by means of loans and investments.

As the Chilean Minister for Economics and Trade had said at the session of the Economic Commission for Latin America in Havana, Chile believed that the initial participation of foreign capital was necessary to improve national productivity, provided that such capital was used for investments that increased the output of labour and made possible the formation of domestic capital which could, in future, replace foreign capital for the new investments required as a result of technical progress and the increase of population.

With regard to the kind of foreign capital required, he believed that for the execution of projects indispensable to economic development, which required large investments that were not usually very attractive to private enterprise, it was necessary to resort to credits granted to Governments by international or inter-governmental organizations. The periods for repayment of the loans should be reasonable, so that service of the debts contracted could be met from the earnings of the plants, etc., the construction of which had been financed through those loans.

There was no doubt that participation of foreign capital was essential to the economic development of under-developed countries and areas. As they had been reminded by the United States representative at the beginning of the discussion,<sup>1</sup> the amount of private capital available for investment abroad was much greater than the amount of capital at the disposal of Governments. The United States representative had also recalled that it was necessary to establish conditions ensuring participation of such capital. In that connexion it should be remembered that the President of the United States had taken the step of sending to the American Congress a message in which he proposed that, as an experiment, the State should guarantee certain private investments in under-developed areas.

There had been much discussion on the conditions necessary to promote an influx of foreign capital into under-developed countries. It was generally agreed that the main conditions would be:

For countries receiving capital: guarantee of non-discriminatory treatment, which meant treatment similar to that accorded to domestic capital; the return of fair profits to the country of origin; fair compensation in the event of

tations en raison de leur pénurie de dollars et de la diminution sensible des importations des Etats-Unis.

Seule une action internationale permettra de trouver les capitaux nécessaires au développement économique. Cette action devrait prendre simultanément les formes suivantes: premièrement, stabilisation des prix des produits de base, grâce à des accords intergouvernementaux; deuxièmement, mesures tendant à assurer une augmentation des échanges internationaux qui élargira les débouchés des produits des pays insuffisamment développés; troisièmement, mesures encourageant l'afflux des capitaux étrangers en vue de la mise à exécution des plans de développement grâce à des emprunts et à des investissements.

Comme le Ministre de l'économie et du commerce du Chili l'a dit à la session de la Commission économique pour l'Amérique latine qui s'est tenue à La Havane, le Chili croit que le concours initial des capitaux étrangers est nécessaire pour améliorer la productivité nationale, à condition qu'ils se transforment en investissements qui augmentent le rendement de la main-d'œuvre, permettent la formation de capitaux nationaux qui puissent par la suite remplacer les capitaux étrangers, lorsque de nouveaux investissements sont rendus nécessaires en raison du progrès technique et de l'augmentation de la population.

En ce qui concerne le genre de capitaux étrangers nécessaires, l'orateur croit que, pour exécuter les projets indispensables au développement économique exigeant des investissements importants qui ne présentent pas, en général, un grand attrait pour l'initiative privée, il faut recourir aux crédits accordés aux Gouvernements par des organisations internationales ou intergouvernementales. Les délais de remboursement des emprunts doivent être raisonnables, de façon que le revenu de la production des usines, etc., construites grâce à ces emprunts, permette d'assurer leur service.

Il est hors de doute que le concours des capitaux étrangers est indispensable au développement économique des pays et zones insuffisamment développés. Comme l'a rappelé le représentant des Etats-Unis au début de la discussion<sup>1</sup>, les capitaux privés disponibles qui pourraient être placés à l'étranger sont beaucoup plus importants que les capitaux dont les Gouvernements disposent. Il a également rappelé qu'il était nécessaire de fixer des conditions de nature à assurer leur participation. A cet égard, il convient de rappeler que le Président des Etats-Unis a pris l'initiative d'adresser au Congrès américain un message où il propose, à titre d'expérience, de donner la garantie de l'Etat à certains placements privés dans des régions insuffisamment développées.

On a beaucoup discuté au sujet des conditions nécessaires pour faire affluer les capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés. On s'est accordé à reconnaître que les principales conditions sont les suivantes:

Les pays qui reçoivent les capitaux leur garantissent un traitement non discriminatoire, c'est-à-dire: un traitement analogue à celui qui est réservé aux capitaux nationaux; le retour des revenus légitimement acquis dans le pays d'ori-

<sup>1</sup> See 303rd meeting.

<sup>1</sup> Voir 303<sup>e</sup> séance.



expropriation ; and the elimination of double taxation, the tax being paid only in the country where the income was earned.

For investors of capital : respect for national laws ; regard for the well-being of staff employed ; payment of taxes due to the local authorities ; and conservation and utilization of natural resources.

Governments might consider the conclusion of agreements on those lines, for which circumstances were particularly favourable, as was shown by the statements of the President of the United States and those of that country's representative to the Council.

They must next consider a situation in which there was capital available for investment in under-developed countries and in which the necessary conditions for such investment were fulfilled. Another factor then came into play : the lack of contact between sources of available capital and undertakings requiring it.

There was in Europe and the United States, at that time, potential capital seeking investment, and also many carefully-thought-out projects in under-developed countries. But the holders of such capital were unaware of those projects and the promoters seeking funds had to make long and expensive journeys in order to raise them. Such difficulties might be avoided by establishing an international body which would be a real clearing-house between sources of available capital and undertakings whose development or establishment was contemplated. If the Council adopted a resolution on the financing of development programmes, it should recommend the Secretary-General to study, for the Council's tenth session, in collaboration with such specialized agencies as the International Bank and the International Monetary Fund, and with the interested non-governmental organizations having consultative status, the possibility of setting up a body of that kind.

Referring to the current programme of technical assistance, he recalled that, on the proposal of Burma, Egypt, Peru and Chile, the General Assembly had, by resolution 200 (III), created technical assistance services for economic development and assigned certain functions to them.

For the year 1949 the Assembly had allocated \$288,000 to those services. It had been estimated that that sum would cover the dispatch of up to three international missions and the award of sixty fellowships.

The same resolution of the General Assembly requested the Secretary-General to report to each session of the Economic and Social Council on the measures which he had taken in compliance with its terms. In pursuance of those instructions, the Secretary-General had submitted his second report to the Council (E/1335 and E/1335/Add.1 and 2).

He congratulated the Secretary-General on the work so far accomplished, in spite of the short time that had elapsed. He was also glad to note

gine ; une juste indemnisation en cas d'expropriation, la suppression de la double imposition, l'impôt n'étant payé que dans le pays où le revenu est acquis.

Les fournisseurs de capitaux doivent respecter les lois du pays et avoir le souci du bien-être du personnel employé ; ils doivent payer aux autorités locales les impôts qui leur incombent ; conserver et mettre en valeur les richesses naturelles.

C'est sur ces bases que les Gouvernements pourraient envisager de conclure des accords, la situation actuelle étant propice, comme en témoignent les déclarations du Président des Etats-Unis, et celles du représentant de ce pays au Conseil.

Il convient maintenant, poursuit l'orateur, d'envisager le cas où des capitaux sont disponibles pour l'investissement dans les pays insuffisamment développés et où les conditions nécessaires sont remplies. Un autre facteur entre alors en jeu : l'absence de contacts entre les sources de capitaux disponibles et les entreprises qui ont besoin de capitaux.

Il existe actuellement en Europe et aux Etats-Unis un potentiel de capitaux en quête de placement et, d'autre part, dans les pays insuffisamment développés un grand nombre de projets bien conçus. Or, les détenteurs de ces capitaux ignorent l'existence de ces projets, et les entrepreneurs en quête de fonds doivent effectuer de longs et coûteux voyages pour se les procurer. On pourrait éviter ces inconvénients en constituant un organisme international qui serait un véritable centre d'échange d'informations entre les sources de capitaux disponibles et les entreprises dont on projette le développement ou la création. Si le Conseil adopte une résolution relative au financement des programmes de développement, cette résolution devrait recommander au Secrétaire général d'étudier, pour la dixième session du Conseil, avec le concours d'institutions spécialisées comme la Banque et le Fonds monétaire international et des organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif que le problème intéresse, la possibilité d'établir un organisme de ce genre.

A propos du programme actuel d'assistance technique, le représentant du Chili rappelle que c'est sur l'initiative de la Birmanie, de l'Egypte, du Pérou et du Chili que l'Assemblée générale a, par sa résolution 200 (III), créé les services d'assistance technique en vue du développement économique et leur a assigné un certain nombre de fonctions.

Pour l'année 1949, l'Assemblée a affecté à ces services un crédit de 288.000 dollars. On a estimé que ce crédit permettrait d'envoyer jusqu'à trois missions mixtes et d'accorder soixante bourses d'études.

La même résolution de l'Assemblée invite le Secrétaire général à rendre compte à chaque session du Conseil économique et social des mesures qu'il aura adoptées en exécution des termes de la résolution. En exécution de ce mandat, le Secrétaire général a présenté au Conseil son deuxième rapport (E/1335 et E/1335/Add.1 et 2).

L'orateur félicite le Secrétaire général du travail accompli jusqu'à présent dans ce domaine, en peu de temps en somme. Il est heureux de constater

that countries had taken advantage of the opportunities afforded them. Thus the comprehensive missions requested had exceeded the number budgeted for in the current year, and there were more candidates for fellowships than there were fellowships available.

He hoped that the Secretary-General would soon take final decisions and dispatch the teams of experts. The fellowships seemed to have been awarded in an equitable manner.

He was also most interested to learn that the Secretary-General had arranged to call a meeting of experts from various countries in order to discuss "prevailing practices, methods and problems involved in obtaining domestic financial assistance for economic development."<sup>1</sup>

The estimated expenses for the 1950 programme would be \$676,000.

It was with considerable satisfaction that he had heard the United States representative declare that his country would favour, in principle, an increase in the budget. That showed that the action taken by Burma, Egypt, Peru and Chile enjoyed solid backing. It should also be remembered that the Economic Commission for Latin America had, at its last session, expressed satisfaction at the establishment of the technical assistance services, and had drawn the attention of Latin-American Governments to the advantages they could derive therefrom.<sup>2</sup> He had thought it desirable to submit a draft resolution on that question (E/1448).

The new plan for technical assistance prepared on the instructions of the Council and inspired by the action of the President of the United States was the most important question before the Council since it constituted the first really practical measure taken by the United Nations on a world-wide scale.

Certain circles had evinced some disappointment at the small amount allocated for the first year, comparing it with expenditure on other programmes of international assistance. He himself compared it with the very modest sums which less than a year ago had met with some opposition in the General Assembly. He also observed the existence of a new international trend favouring a rise in the standard of living of the populations of under-developed areas, not only for humanitarian reasons but because it was essential for the maintenance of peace.

That new trend would grow and would give rise to ever increasing collaboration. Moreover, he had confidence in the statement of the President of the United States that the measures contemplated were only a first step.

It was impossible not to recognize the necessity for proceeding cautiously in the initial implementation of a programme whose complexity and difficulty were obvious to all. The programme could later be developed on a sound basis, with the assurance of adequate organization for its implementation.

<sup>1</sup> See document E/1335/Add.2.

<sup>2</sup> See document E/1330/Rev.1, part II, section D. 2, resolution 6 A.

aussi que les pays ont profité des occasions qu'on leur offrait. C'est ainsi que les demandes d'envoi d'une mission qui étudierait un ensemble de problèmes dépassent le nombre prévu au budget de l'année en cours et le nombre des candidats aux bourses d'études est supérieur à celui des bourses disponibles.

Il espère que le Secrétaire général prendra bientôt des décisions et enverra les missions d'experts. Il semble que les bourses aient été attribuées de façon tout à fait équitable.

M. Santa Cruz juge aussi très intéressante l'initiative prise par le Secrétaire général de convoquer une réunion d'experts de divers pays afin qu'ils examinent « les moyens et les méthodes par lesquels un pays peut mobiliser ses propres capitaux pour développer son économie ainsi que les problèmes qui se posent à cette occasion »<sup>1</sup>.

Les dépenses prévues pour le programme de 1950 s'élèveront à 676.000 dollars.

C'est avec beaucoup de satisfaction que M. Santa Cruz a entendu le représentant des Etats-Unis déclarer que son pays appuierait en principe l'augmentation des crédits prévus au budget. Cela montre que l'initiative de la Birmanie, de l'Egypte, du Pérou et du Chili est assurée d'un appui solide. Il convient également de rappeler que la Commission économique pour l'Amérique latine a exprimé à sa dernière session la satisfaction que lui cause la création de ces services et signale aux Gouvernements de l'Amérique latine les avantages qu'ils pourraient en tirer<sup>2</sup>. L'orateur a jugé utile de présenter un projet de résolution relatif à cette question (E/1448).

Le nouveau plan d'assistance technique, élaboré sur les instructions du Conseil et inspiré par l'initiative du Président des Etats-Unis, est la question la plus importante dont le Conseil est saisi, parce qu'elle constitue la première mesure vraiment pratique que prennent les Nations Unies sur le plan mondial.

D'aucun se sont montrés déçus du faible montant des crédits prévus pour la première année, si on les compare aux crédits ouverts pour d'autres programmes d'aide internationale. Le représentant du Chili, lui, la compare aux crédits très modestes contre lesquels, il y a moins d'un an, une certaine opposition s'est manifestée au sein de l'Assemblée. Il constate aussi qu'il existe une tendance internationale nouvelle en faveur d'un relèvement du niveau de vie des populations des régions insuffisamment développées, non seulement pour des raisons humanitaires, mais parce que c'est là une des conditions *sine qua non* du maintien de la paix.

Cette nouvelle tendance s'accentuera et entraînera une collaboration sans cesse plus grande. D'autre part, l'orateur a foi dans la parole du Président des Etats-Unis, qui a affirmé que les mesures envisagées constituaient seulement un premier pas.

On ne saurait non plus méconnaître la nécessité de procéder avec prudence au début de la mise en œuvre d'un programme dont la complexité et la difficulté n'échappent à personne. On pourra ensuite développer ce programme en partant de bases solides et l'on pourra compter pour son exécution sur une organisation appropriée.

<sup>1</sup> Voir le document E/1335/Add.2.

<sup>2</sup> Voir le document E/1330/Rev.1, deuxième partie, section D. 2, résolution 6 A.



The fact could not be disguised that the greatest points of disagreement concerned the method of carrying out the programme. In that connexion there was serious disagreement between the Secretary-General and the Directors-General of the specialized agencies, and also a difference of opinion between the representatives of the United States of America and Australia.

One side favoured a central fund under the control of the Economic and Social Council and of a special committee of governmental representatives; the other side recommended the establishment of separate funds in the budgets of the United Nations and of each specialized agency, as determined by an organ of the United Nations, but allowing each agency to plan and implement its own programme.

In principle, he favoured the second solution, provided that a body were established to provide for full co-ordination of the various programmes and to determine a common policy for them. The existence of a common fund administered by a body that was not technical, but political, would have considerable disadvantages, which would be far greater than those pointed out by the representative of Australia in opposing the contrary solution. Among other disadvantages, not the least would be possible conflict between the various countries and agencies concerned in obtaining approval of their plans.

A body of the kind mentioned could not decide such matters. Perhaps those difficulties could be avoided by setting up a higher technical organ having executive functions.

He did not think it impossible to reach general agreement on the question, since a thorough study of the idea expressed by the United States representative would convince everyone of the possibility of thereby attaining the objectives of unified action and co-ordination of functions they all desired.

Chile was prepared to collaborate in a common programme of technical assistance by placing her experience at the disposal of less developed countries, and would also study with great interest any other forms of collaboration in the new programme that were within her economic and financial resources. He agreed with the United States representative that, in preparing the programmes, provision must be made for the desired co-ordination with inter-governmental organizations working on the regional level, such as the Organization of American States.

The PRESIDENT asked whether the Chilean representative would agree to the words "under General Assembly resolution 200 (III)" being added to the sub-heading "Technical assistance" in the draft resolution submitted by his delegation (E/1448).

Mr. SANTA CRUZ (Chile) agreed.

Mr. SUTCH (New Zealand) said that his delegation considered that the representative of Chile had approached the problem in the correct way by giving a general outline of all the subjects included

On ne saurait se dissimuler que c'est sur le mode d'exécution du programme que se manifestent les divergences les plus importantes. A cet égard, il existe un désaccord sérieux entre le Secrétaire général et les Directeurs des institutions spécialisées et une divergence d'opinions entre le représentant des Etats-Unis et le représentant de l'Australie.

D'un côté, l'on voudrait voir créer un fonds central placé sous le contrôle du Conseil économique et social et un comité spécial composé de représentants des Gouvernements; de l'autre, on recommande de constituer des fonds distincts pour les budgets de l'Organisation des Nations Unies et de chacune des institutions spécialisées, conformément aux décisions d'un organe des Nations Unies, chaque institution étant autorisée à établir ses plans et à mettre en œuvre son propre programme.

En principe, M. Santa Cruz penche pour cette dernière solution, à condition qu'on établisse un organisme qui assure une parfaite coordination des différents programmes, dans le cadre d'une politique déterminée. L'existence d'un fonds commun, géré par un organisme non pas technique mais doté du pouvoir de prendre des décisions de principe, entraînerait des inconvénients considérables, de beaucoup supérieurs en fait à ceux qu'invoquait le représentant de l'Australie pour s'opposer à l'autre solution. Entre autres inconvénients, le moindre ne serait pas une lutte possible entre les divers pays et les diverses institutions intéressées, en vue d'obtenir l'approbation de leurs projets.

Un organisme du genre qu'il vient d'indiquer ne saurait trancher ces questions. Peut-être pourrait-on éviter ces inconvénients en créant un organisme technique supérieur doté de pouvoirs exécutifs.

Le représentant du Chili ne croit pas qu'il soit impossible d'arriver à un accord général sur la question, parce qu'en poussant à fond l'étude de l'idée exposée par le représentant des Etats-Unis, chacun se convaincra de la possibilité d'arriver ainsi à l'unité d'action et à la coordination des attributions que tous souhaitent.

Le Chili est disposé à collaborer à un programme commun d'assistance technique en mettant son expérience à la disposition des pays moins avancés, et il étudiera aussi avec grand intérêt toutes les autres formes de collaboration au nouveau programme, compte tenu des possibilités économiques et financières. De même que le représentant des Etats-Unis, M. Santa Cruz estime qu'au cours de l'élaboration des programmes, il convient de réaliser la coordination voulue avec les organisations intergouvernementales qui travaillent à l'échelle régionale, comme l'Organisation des Etats américains.

Le PRÉSIDENT demande au représentant du Chili si l'adjonction des mots «en vertu de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale», après le sous-titre «Assistance technique» du projet de résolution soumis par sa délégation (E/1448) lui donnerait satisfaction.

M. SANTA CRUZ (Chili) répond affirmativement.

M. SUTCH (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation estime qu'en donnant un aperçu de toutes les questions que soulève le point 9 de l'ordre du jour, le représentant du Chili a bien

in item 9 of the agenda. He himself would be forced, however, owing to considerations of time, to stress only one main aspect of the problem — namely, "Forms of technical assistance."

The technical assistance so far discussed was on a relatively small scale, and the figures so far submitted were not considerable when compared, say, with those for the projects initiated by the United Nations Relief and Rehabilitation Administration, or even those relating to the International Children's Emergency Fund. However, the programme of technical assistance was only in its initial stage, and it could become one of the most important activities of the United Nations. It was based on one of the basic ideals of the United Nations — namely, that strong countries should help weak countries.

His Government had therefore welcomed the assurance by President Truman that the United States of America would continue its assistance to less fortunate countries. His own Government, within the limits of its resources and commitments, was likewise ready to provide assistance. It should be borne in mind, however, that technical assistance would not be sufficient in itself, but was merely an important contribution to the development of under-developed countries.

Three principles should be applied to the problem of technical assistance: first, financial resources, and even more important, staff, should be utilized in the best possible way; secondly, all countries, whether providing assistance or receiving it, should co-operate to the full; and, thirdly, a proper balance of co-ordination should be established between the United Nations and the specialized agencies.

With regard to the problem of financing, which was the key to the whole question, the New Zealand delegation could not agree with the recommendation on page 40 of the plan for technical assistance (E/1327/Add.1) reading: "Each organization which considered it necessary would establish a special budget for technical assistance for economic development and would invite its member Governments to make contributions to this budget over and above their contributions to its normal budget". He had been impressed with the difficulties which the working party of experts had had to face in reaching a joint conclusion on the problems referred to it by the Administrative Committee on Co-ordination, but the 300-page document it had produced did not represent a unified plan. In that connexion, he would draw attention to the section of President Truman's message to Congress which emphasized that a central budgetary plan and a central administration should be set up for the technical assistance programme. In his message the President had said that "since a number of federal agencies will be involved in the programme, I recommend that the administration of the programme be vested in the President, with authority to delegate to the Secretary of State and to other Government officers, as may be appropriate. With such administrative flexibility, it will be possible to modify the management of the programme as it expands, and to meet the practical problems that will arise in its admini-

posed le problème. Toutefois, l'orateur se verra obligé, en raison du peu de temps dont il dispose, de ne mettre l'accent que sur l'un des principaux aspects du problème, à savoir, les « formes de l'assistance technique ».

L'assistance technique dont il a été question est assez limitée, et les prévisions budgétaires établies sont modestes, comparées, par exemple, aux dépenses entraînées par les projets élaborés par l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction ou même aux dépenses afférentes au Fonds international de secours à l'enfance. Toutefois, le programme d'assistance technique n'en est qu'à sa phase initiale et peut devenir l'une des tâches les plus importantes des Nations Unies. Il se fonde sur l'un des idéaux essentiels des Nations Unies, à savoir que les pays forts doivent venir en aide aux pays faibles.

C'est pourquoi son Gouvernement a accueilli avec satisfaction la déclaration par laquelle le Président Truman a donné l'assurance que les Etats-Unis d'Amérique continueront de venir en aide aux pays moins privilégiés. Dans les limites de ses ressources et de ses engagements, son propre Gouvernement est prêt, lui aussi, à fournir une aide. Cependant, il ne faut pas oublier que l'assistance technique n'est pas suffisante en elle-même, mais qu'elle constitue simplement une précieuse contribution au développement des pays insuffisamment développés.

Pour résoudre le problème de l'assistance technique, trois principes doivent être observés: en premier lieu, il faut utiliser au mieux les ressources financières et, ce qui est encore plus important, le personnel dont on dispose; deuxièmement, tous les pays, qu'ils fournissent une aide ou en bénéficient, doivent collaborer au maximum; et, troisièmement, il convient de coordonner convenablement les activités des Nations Unies et celles des institutions spécialisées.

En ce qui concerne le financement de l'assistance technique, problème-clé, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne peut approuver la recommandation figurant à la page 44 du plan d'assistance technique (E/1327/Add.1) où il est dit que « chaque organisation qui le juge nécessaire devrait établir un budget spécial pour l'assistance technique en vue du développement économique et demander à ses membres de verser à ce budget des contributions en plus de leurs contributions au budget normal ». Il a été frappé de la difficulté qu'a eue le groupe d'experts à parvenir à une conclusion approuvée par tous ses membres au sujet des problèmes que lui a renvoyés le Comité administratif de coordination, mais le document de près de 400 pages qu'il a élaboré ne représente pas un programme unifié. A ce propos, il voudrait attirer l'attention des membres du Conseil sur le passage du message que le Président Truman a adressé au Congrès et dans lequel il insiste sur la nécessité d'établir un budget unique et une administration centrale pour l'exécution du programme d'assistance technique. Dans son message, le Président a déclaré: « Un certain nombre d'institutions fédérales participeront à ce programme, je recommande que la direction du programme soit confiée au Président, qui serait autorisé à déléguer ses pouvoirs au Secrétaire d'Etat et aux autres membres du Gouvernement, selon leur compétence. Grâce à un système administratif aussi souple, on pourra adapter le programme aux

nistration in the future." His delegation supported that view, which was contrary to the advice quoted.

The New Zealand delegation fully recognized the technical competence of each of the specialized agencies in its own particular field; but such competence could be safeguarded without allotting a separate budget to each agency. If countries had to contribute to a series of separate budgets for each specialized agency, the result might well resemble the spectacle of a six-ring circus with no general manager. He would therefore request the Secretary-General to submit his own view and that of the specialized agencies on that administrative question in a written document, so that when the committee stage was reached a concrete plan would be available as a basis for discussion.

The New Zealand Government considered budgetary provisions an important part of the technical assistance programme and was convinced that, without a central fund and central administration, a balanced, integrated and flexible programme would be impossible. His Government, for example, did not wish to be faced in turn with six or seven requests from the appropriate Government departments (labour, education, health, etc.) for contributions to the separate budgets of the International Labour Organization, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the World Health Organization, etc., with each department pressing its own particular claims. The most satisfactory method would be to have one comprehensive figure for technical assistance, and that would be impossible unless the United Nations first centralized its own programme. If the World Health Organization, for example, submitted a programme of which the estimated cost was 4,000,000 dollars, and the International Labour Organization submitted one costing 2,000,000 dollars, national Governments would be quite unable to decide whether one programme was worth twice as much as the other. That again was a matter for centralized administration.

A further technical argument in favour of such a solution was the fact that many contributions would not be in currencies which were freely convertible. How could each specialized agency and the United Nations, working separately, control budgets in numerous currencies, many of which were not wholly convertible? That again was a problem for central control.

Another problem that would be difficult for national administrations was how to apportion their several contributions. For example, since it was a farming country, New Zealand could possibly give certain assistance to the Food and Agriculture Organization, but it might not be able to give the same support to the International Civil Aviation Organization, although it would not necessarily wish to discriminate between their

besoins à mesure qu'il prendra de l'extension et résoudre les problèmes d'ordre pratique que sa mise en œuvre posera par la suite. » Sa délégation appuie ce point de vue qui est opposé au point de vue déjà mentionné.

La délégation de la Nouvelle-Zélande rend hommage à la compétence technique dont fait preuve, dans son domaine particulier, chaque institution spécialisée, mais l'on peut sauvegarder cette compétence sans allouer séparément des crédits à chacune. Si les pays devaient contribuer à une série de budgets particuliers à chaque institution spécialisée, le résultat pourrait bien faire penser au spectacle d'un cirque à six pistes mais sans directeur. L'orateur voudrait donc demander au Secrétaire général d'exposer dans un document son propre point de vue et celui des institutions spécialisées sur cette question d'ordre administratif, de façon qu'au moment de l'examiner en comité, on puisse avoir un plan concret qui serve de base aux discussions.

Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande estime que les dispositions budgétaires ont une place importante dans le programme d'assistance technique, et il est convaincu que, sans un fonds unique et une administration centrale, il ne sera pas possible d'avoir un programme équilibré, souple, qui soit le résultat d'une heureuse synthèse. Son Gouvernement ne voudrait pas, par exemple, être saisi successivement de six ou sept demandes de crédits des ministères intéressés, ministères du travail, de l'éducation, de la santé, etc., au titre de leur contribution aux budgets distincts de l'Organisation internationale du travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation mondiale de la santé, etc., chaque ministère insistant en faveur de sa demande particulière. La méthode qui paraît la plus satisfaisante consisterait à établir un budget global pour l'assistance technique, et l'on n'y parviendra que si les Nations Unies commencent par coordonner leur propre programme. Par exemple, si l'Organisation mondiale de la santé présente un programme dont les frais d'exécution sont évalués à 4 millions de dollars, et que l'Organisation internationale du travail présente un programme dont les frais s'élèveraient à 2 millions de dollars, les Gouvernements ne seront certes pas à même d'apprécier si l'un des programmes est deux fois plus important que l'autre. Une administration centrale résoudrait ce cas.

Un autre argument technique que l'on peut faire valoir en faveur de cette solution est qu'une partie des contributions serait payée en devises non convertibles. Comment chacune des institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies, agissant chacune de leur côté, pourront-elles contrôler des budgets dans lesquels entrent plusieurs catégories de devises dont beaucoup ne seront pas convertibles? Seul un contrôle central permettrait de résoudre ce problème.

Il serait difficile pour les administrations nationales de répartir leurs différentes contributions. Par exemple, la Nouvelle-Zélande, pays agricole, pourra aider l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, mais elle ne pourra peut-être pas aider dans la même mesure l'Organisation de l'aviation civile internationale, sans nécessairement vouloir établir de ce fait une discrimination entre les programmes respectifs de ces deux organisa-

respective programmes. What was required was a central administration which could determine how the various national contributions could best be applied. It might, for instance, determine that the Food and Agriculture Organization's programme should be carried out from one country's contribution, and the International Civil Aviation Organization's programme from another.

It would of course be necessary to enlist the help of the specialized agencies in the preparation of budgets and in the administration of the various schemes. Different sections of the programme could be formulated by the specialized agencies themselves, but the Administrative Committee on Co-ordination, with the help of the technical assistance committee, should handle all sections of the programme and make recommendations concerning them.

There were, moreover, certain elements of the programme for which no provision was made, either in the budgets of the specialized agencies or in that of the United Nations. In view of those gaps, the programme could not be analysed in too great detail, since the result would yield only a partial picture. In that respect he fully supported the view of the Australian representative.

Some programmes might have to be administered jointly and, indeed, he expected that the field for joint action would be very wide. However, not all contributions would come in at once. Past experience had shown that they were liable to come in rather slowly. Consequently, unless there was a central fund upon which the specialized agencies could draw, they might find themselves unable to finance their current projects. That fund, of which only a part would be released initially, should be reserved for advances to specialized agencies and to the United Nations, and for meeting emergency expenditure in connexion with new projects which had perhaps not been foreseen when the general budget had been voted. The fact that expenditure could not be strictly confined to the annual budgetary period should also be taken into account. A central revolving fund could be operated flexibly, in accordance with immediate requirements. Such detailed considerations would of course require careful discussion in committee, but he had drawn the attention of the Council to them so as to indicate the lines on which his Government had been thinking. It was convinced that the only feasible proposition was to establish a central fund, a method which had been found effective both by the United Nations Relief and Rehabilitation Administration and by the International Children's Emergency Fund. From the budgetary point of view, of course, the United Nations would be on the same footing as the specialized agencies.

Passing to certain administrative aspects of the problem, he pointed out that the General Assembly would be responsible for voting the overall appropriation for the technical assistance programme, on the basis of the Council's report. The political implications of budgetary decisions, concerning which the Chilean representative had expressed anxiety, could not be avoided, since they were decisions taken by Governments and would have

tions. Il faut donc une administration centrale qui serait à même de déterminer la meilleure façon dont les contributions des divers pays pourraient être utilisées. Elle pourrait, par exemple, décider d'utiliser la contribution de tel pays pour financer la mise en œuvre du programme de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et celle d'un autre pays pour financer l'exécution du programme de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Evidemment, il faudra s'assurer l'aide des institutions spécialisées pour la préparation des budgets et la mise en œuvre des divers programmes. Les institutions spécialisées pourront mettre au point elles-mêmes certaines parties du programme, mais le Comité administratif de coordination devra, avec l'aide du comité de l'assistance technique, s'occuper de toutes les parties du programme et formuler des recommandations à leur sujet.

En outre, pour certains éléments du programme, aucun crédit n'est prévu au budget des institutions spécialisées ni à celui des Nations Unies. Ces lacunes rendent nécessaire un examen minutieux du programme, faute de quoi l'on n'aurait de la situation qu'une image incomplète. Sur ce point, l'orateur partage tout à fait l'opinion du représentant de l'Australie.

Peut-être faudra-t-il que la direction de la mise en œuvre de certains programmes soit assurée par une même autorité; l'orateur pense qu'il existera en fait un vaste domaine où la coopération sera possible. Mais toutes les contributions ne seront pas versées immédiatement. L'expérience a montré qu'elles pouvaient ne l'être qu'avec retard. Et s'il n'est créé aucun fonds commun où les institutions spécialisées soient autorisées à puiser, ces dernières pourront se trouver dans l'incapacité de financer leurs plans en cours d'exécution. Une partie seulement des crédits pourrait être rendue disponible pour commencer, le fonds ayant pour seule raison de consentir des avances aux institutions spécialisées et à l'Organisation des Nations Unies et de faire face aux dépenses imprévues entraînées par les nouveaux projets non élaborés lors du vote du budget général. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les dépenses déborderont presque nécessairement la période sur laquelle porte l'exercice budgétaire annuel. Un fonds commun de roulement permettrait de faire face aux besoins immédiats. Il est évident que ces questions de détail devront être examinées avec soin en comité, mais l'orateur a tenu à les signaler à l'attention du Conseil afin de donner une idée générale de l'opinion de son Gouvernement. Celui-ci est persuadé que la seule solution consiste à instituer un fonds commun, cette méthode s'étant avérée efficace dans les cas de l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction et du Fonds international de secours à l'enfance. Du point de vue budgétaire, l'Organisation des Nations Unies serait placée sur le même pied que les institutions spécialisées.

Abordant ensuite l'examen de certains aspects administratifs du problème, l'orateur indique que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartiendra de voter les crédits pour le programme d'assistance technique, sur la base des recommandations du rapport du Conseil. Les incidences politiques des décisions relatives au budget ont préoccupé le représentant du Chili, mais ne peuvent être évitées puisqu'il s'agit de décisions des Gouvernements

to be taken either in the General Assembly or in the Council. No technical committee could have the necessary authority. However, the Council should consider the creation of a small supervisory committee of, perhaps, seven members, to consider budgetary recommendations; that committee would be consulted by the Administrative Committee on Co-ordination when that body was carrying out its task of examining budgets submitted by the United Nations and the specialized agencies on the basis of their own plans and of the requests submitted by Member Governments for technical assistance. The committee's report to the Council would be of the greatest importance, and it might be empowered to submit alternative budgetary proposals, in extreme cases, if it were unable to endorse the recommendations of the Administrative Committee on Co-ordination. That Committee had been somewhat disappointing in that it had shown a tendency to crystallize conflicting points of view rather than to engineer compromises, but the fact that it would have to work in co-operation with the Council's committee might encourage it to reach agreement on questions of substance to a greater extent than it had so far succeeded in doing. The committee he proposed could call upon the assistance of the Secretary-General's staff, and should include some representatives of under-developed countries as well as representatives of those which were in a position to offer substantial assistance.

His delegation could support the Chilean resolution (E/1448), because it wished the activities of the United Nations and the specialized agencies in the field of technical assistance to be continued. Those activities covered not only the economic but the social field, and he agreed with the Chilean representative that the latter had been somewhat neglected in the Secretary-General's report. His Government felt that existing technical assistance programmes should not be reduced in any way on the grounds that a new general plan of technical assistance was under discussion, and it would be opposed to any reduction in existing budgetary allocations for those programmes, particularly as a considerable measure of success had already been achieved, and as the programmes were financed out of contributions from all Member States and were applied with full regard to geographical considerations.

In connexion with the question of contributions, his Government was in favour of partial compulsory contributions, the remainder being contributed on a voluntary basis. It was recognized that some countries might wish to contribute part of their commitments in local currencies, but it would be desirable to secure as high a proportion as possible in convertible currencies. Some part of the contributions would also probably take the form of services, and in that connexion one of the difficulties would be to relate offers to requests. Until Governments had made their applications it was impossible to say how the programme would take shape, and he hoped that Governments requiring assistance would be able to give some indication of their requirements before the General Assembly,

et qu'elles devront être prises soit par l'Assemblée générale, soit par le Conseil. Aucun comité technique ne peut avoir l'autorité nécessaire pour prendre de telles décisions. Le Conseil devrait toutefois envisager la création d'un comité restreint de surveillance composé, par exemple, de sept membres, et chargé d'examiner les recommandations budgétaires. Le Comité administratif de coordination le consulterait puisqu'il procède à l'étude des budgets présentés par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées, en tenant compte de leurs plans respectifs et des demandes d'assistance technique présentées par les Gouvernements des Etats Membres. Le rapport adressé au Conseil par le comité serait de la plus haute importance et, dans des cas extrêmes, ce dernier pourrait être autorisé à présenter des contrepropositions d'ordre budgétaire s'il n'approuvait pas les recommandations du Comité administratif de coordination. Dans une certaine mesure, ce Comité administratif de coordination a été assez décevant, car il a eu tendance à laisser s'affirmer les points de vue opposés plutôt qu'à mettre au point des solutions de compromis, mais le fait qu'il devra travailler en collaboration avec le comité du Conseil le poussera sans doute à se mettre d'accord sur les questions de fonds, plus souvent qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Le comité que l'orateur propose de créer pourrait faire appel au concours du personnel du Secrétaire général; il serait composé de représentants de pays insuffisamment développés et de représentants des pays qui sont en mesure de fournir une aide substantielle.

La délégation néo-zélandaise appuie la résolution du Chili (E/1448), car elle désire voir se poursuivre les activités des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine de l'assistance technique. Ces activités intéressent non seulement le domaine économique, mais aussi le domaine social, et l'orateur estime comme le représentant du Chili que le domaine social a été quelque peu négligé dans le rapport du Secrétaire général. Son Gouvernement est d'avis qu'il ne saurait être question de restreindre les programmes d'assistance technique existants sous prétexte que l'on est en train d'étudier un nouveau plan général d'assistance technique, et il s'opposera à toute nouvelle réduction des crédits actuellement consacrés à l'exécution de ces programmes, d'autant plus que celle-ci a déjà été marquée par des succès et que les programmes ont été financés par les contributions de tous les Etats Membres, et ont été mis en œuvre, compte dûment tenu des considérations d'ordre géographique.

En ce qui concerne les contributions, son Gouvernement est partisan de contributions qui seraient pour une part obligatoires et, pour une autre part, volontaires. Il est admis que certains pays tiendront à verser une partie de leurs contributions en devises nationales, mais il serait bon qu'une partie aussi importante que possible de ces contributions soit versée en devises convertibles. Une partie des contributions prendrait aussi probablement la forme de services, et l'une des difficultés qui se poserait dans ce cas serait d'établir un rapport entre les offres et les demandes. Tant que les Gouvernements n'auront pas présenté leurs demandes, il est impossible de prévoir la façon dont le programme prendra corps, et l'orateur espère que les Gouvernements qui demanderont



which would assist others in deciding what they could offer and would also help the Assembly to reach a decision on the overall appropriation for the first year.

He considered that, so far as the technique of applications was concerned, it would be undesirable for Government departments to approach specialized agencies directly, particularly as pressure was liable to be exercised to encourage them to ask for those services concerning which schemes had already been prepared. There would thus be a danger of requests being adjusted to existing projects. Applications should be channelled through some central machinery in each country, which would enable Governments to co-ordinate their own requests.

With regard to the method which the Council should adopt in its examination of the problem, he felt that the proposal of the United States representative to set up a special committee to examine item 9 would present certain difficulties. Delegations had not been briefed in detail by their Governments and lacked experts competent to assess the relative importance of the plans proposed in the Secretary-General's report. Furthermore, such a committee would not be representative of the whole Council and, even if it was able to reach agreement on recommendations, the latter would be likely to give rise to extensive and lengthy debate, if not to considerable controversy, in plenary. What was required was a decision on the overall appropriation for the first year of operation of the programme. It might then be possible to make some progress in its allocation as between the United Nations and specialized agencies, taking into account the estimates already put forward. He was in favour of the whole subject being referred to the Economic Committee which, being a committee of the whole, should be able to reach decisions more likely to prove acceptable to the Council. No decision on relative priorities could be envisaged at that stage.

New Zealand had certain commitments towards Trust Territories, in the field of technical assistance, similar to those referred to by the Australian representative, and was likewise giving assistance in the South Pacific by virtue of her membership of the South Pacific Commission. She had also made agreements involving technical assistance with such agencies as the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. She was anxious to continue to discharge those responsibilities. Anything undertaken under the proposed plan would therefore be additional, for New Zealand did not wish to reduce her bilateral or regional assistance, and the extent to which she would be able to contribute would be to some extent conditioned by what she was already doing.

His Government expected to participate in the technical assistance programme by means of financial contributions, provision of services, if necessary, in those fields where it could be of special assistance, training facilities over a fairly

une aide pourront apporter devant l'Assemblée générale certaines précisions au sujet de leurs besoins, ce qui aiderait les autres pays à décider de ce qu'ils peuvent offrir et aiderait aussi l'Assemblée à prendre une décision au sujet du montant des crédits à accorder pour la première année.

Pour ce qui est de la procédure à suivre pour présenter les demandes, l'orateur estime peu souhaitable que les ministères des différents Gouvernements s'adressent directement aux institutions spécialisées; en effet, sous certaines pressions, ils seraient amenés à demander des services dont le programme a déjà été établi. On risquerait ainsi de voir adapter les demandes aux projets existants. Les demandes devraient être acheminées dans chaque pays par l'intermédiaire d'un organisme central, ce qui permettrait aux Gouvernements de coordonner leurs propres demandes.

A propos de la méthode que le Conseil devrait adopter pour l'étude du problème, l'orateur estime que la création d'un comité spécial chargé d'examiner le point 9, proposée par le représentant des Etats-Unis, présenterait certaines difficultés. Les délégations n'ont pas reçu de leurs Gouvernements des instructions suffisamment détaillées et ne comptent pas parmi leurs membres d'experts compétents, pour déterminer l'importance relative des programmes proposés dans le rapport du Secrétaire général. En outre, un comité de ce genre ne serait pas représentatif de l'ensemble du Conseil et s'il parvenait à se mettre d'accord sur des recommandations, ces dernières risqueraient de donner lieu, en séance plénière, à un débat prolongé, sinon à de vives controverses. Ce qu'il faut, c'est prendre une décision sur le montant des crédits nécessaires à l'exécution du programme pour la première année. Il s'avérera sans doute possible ensuite de répartir les crédits entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en tenant compte des évaluations déjà présentées. L'orateur se déclare favorable au renvoi de l'ensemble de la question au Comité économique qui, en tant que comité plénier, doit pouvoir prendre des décisions que le Conseil acceptera vraisemblablement. Au stade actuel, on ne saurait envisager de prendre une décision au sujet de l'ordre de priorité.

Dans le domaine de l'assistance technique, la Nouvelle-Zélande a, vis-à-vis des territoires sous tutelle, certains engagements analogues à ceux qu'a évoqués le représentant de l'Australie et, en tant que membre de la Commission du Pacifique Sud, elle apporte son aide, comme l'Australie, aux pays du Pacifique Sud. La Nouvelle-Zélande a également conclu des accords, comportant une assistance technique, avec des institutions telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et elle tient à continuer à s'acquitter de ses engagements. Tout ce que la Nouvelle-Zélande entreprendra en exécution du programme proposé viendrait donc en surcroît, car elle n'entend pas diminuer l'aide qu'elle accorde à titre bilatéral ou sur le plan régional, et l'importance de l'assistance qu'elle pourra fournir dépendra dans une certaine mesure de l'aide qu'elle fournit déjà.

Son Gouvernement s'attend à participer au programme d'assistance technique au moyen de contributions financières, au besoin en fournissant des services dans les domaines où son aide pourrait être d'une utilité particulière, en aidant à la for-



wide range of subjects, and the provision of experts to the extent permitted by its own development plans. New Zealand could be considered a relatively advanced country, but she was a small country whose resources were limited by its size. However, she was keenly aware of the pressing needs of less fortunate countries, and was prepared to make sacrifices in order to assist them.

Mr. CORLEY SMITH (United Kingdom) said that the Council was discussing something which was quite new in the history of international relations : a proposal that the United Nations should provide a framework within which the more developed countries could co-operate in providing technical assistance and in stimulating the economic development of those less fortunately situated. He paid a warm tribute on behalf of his Government to the President of the United States of America for his initiative in inviting Congress to make an initial financial appropriation which would enable that work to be undertaken. Economic development itself was, of course, the process by which all countries had risen from a state of primeval barbarism and had generated the wealth necessary to make social advance possible. Up to the present, the technical assistance whereby certain countries had helped their own under-developed territories and other less advanced countries to make a start along the path of progress had been of a somewhat haphazard nature ; the role played by Governments had been insignificant in comparison with the skill and technical knowledge which immigrants had carried with them when they settled overseas. At a later stage, technical assistance had been more or less thrust on the more backward countries by private individuals or religious or charitable organizations. Until recently, cases of requests for technical assistance had been relatively rare, though one striking example had been provided by Peter the Great, who had sought it in person by travelling extensively in Western Europe in order to acquaint himself with the latest scientific knowledge and techniques, for the purpose of applying them in his own country.

Technical assistance was now being placed on a firmer footing. In the United Kingdom, for example, the Government had invited Parliament to vote very substantial sums under the Colonial Development and Welfare Act, which would provide systematic assistance to dependent territories on a truly impressive scale. Centres also existed in the Eastern Mediterranean and the Far East, which served neighbouring independent countries, as well as dependent territories. In certain areas technical assistance was carried out in co-operation with other Governments. A very well-organized system of technical co-operation, in which Belgium, Ethiopia, France, Liberia, Portugal, the Union of South Africa and the United Kingdom were participating, existed in Africa, south of the Sahara.

The answer to the problem of what kind of assistance would be required lay in the reasons for which certain countries were less advanced econo-

mation professionnelle de techniciens dans un nombre de domaines assez grand et en fournissant des experts, dans la mesure où le permettront ses propres programmes de développement. La Nouvelle-Zélande peut être considérée comme un pays relativement avancé, mais c'est un petit pays dont les ressources se trouvent limitées par son étendue. Toutefois, la Nouvelle-Zélande est parfaitement consciente des besoins urgents des pays moins privilégiés et elle est prête à faire des sacrifices pour leur venir en aide.

M. CORLEY SMITH (Royaume-Uni) déclare que le Conseil discute quelque chose de tout à fait nouveau dans l'histoire des rapports internationaux : une proposition tendant à faire de l'Organisation des Nations Unies le cadre dans lequel les pays évolués collaboreraient pour fournir une assistance technique aux pays moins favorisés et aider à leur développement économique. Au nom de son Gouvernement, l'orateur rend un hommage chaleureux au Président des Etats-Unis d'Amérique pour l'initiative qu'il a prise en invitant le Congrès à ouvrir un premier crédit qui permette d'entreprendre cette œuvre. C'est le développement économique qui a permis aux différents pays de sortir peu à peu de leur état primitif des temps préhistoriques et de produire cette somme de richesses qui rend possible le progrès social. Jusqu'à présent, les programmes d'assistance technique grâce auxquels certains pays ont aidé leurs propres territoires insuffisamment développés et d'autres pays peu évolués à s'engager dans la voie du progrès, ont été établis un peu au hasard : le rôle qu'y ont joué les Gouvernements a été insignifiant comparé à celui des immigrants qui, munis de leurs connaissances techniques et de leur compétence professionnelle, se sont établis dans les pays d'outre-mer. Par la suite, des personnes privées, ou encore des missionnaires et des organisations charitables ont, plus ou moins, imposé une assistance technique aux pays arriérés. Jusqu'à ces derniers temps, les demandes d'assistance technique ont été assez peu nombreuses, bien que Pierre le Grand ait donné l'exemple, de façon frappante, lorsqu'il a cherché, au cours de ses grands voyages en Europe occidentale, à se familiariser en personne avec les derniers progrès de la science et de la technique en vue de les appliquer dans son propre pays.

L'on est en train de donner une base plus solide à l'assistance technique. Dans le Royaume-Uni, par exemple, le Gouvernement a demandé au Parlement de lui accorder des crédits très importants au titre du « Colonial Development and Welfare Act », loi qui lui permettra d'apporter aux territoires non autonomes une aide méthodique et vraiment considérable. Des centres d'assistance technique existent actuellement dans la Méditerranée orientale et en Extrême-Orient, où ils prêtent leur concours aux pays souverains voisins aussi bien qu'aux territoires non autonomes. Dans certains territoires, l'assistance technique est fournie en collaboration avec d'autres Gouvernements. Dans les régions africaines situées au sud du Sahara, il existe un système fort bien organisé de collaboration technique auquel participent la Belgique, l'Ethiopie, la France, le Libéria, le Portugal, l'Union Sud-Africaine et le Royaume-Uni.

Si l'on se demande quel genre d'assistance sera nécessaire, la réponse à cette question apparaît en même temps que les raisons qui expliquent pourquoi

micalement que les autres. Ils ont été impliqués dans un cercle vicieux, étant sous-développés parce qu'ils étaient pauvres, et pour cette raison étant incapables de fournir les services administratifs, techniques, éducatifs et de santé nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des plans de développement. L'objectif des propositions devant le Conseil était de briser ce cercle vicieux et d'aider ces pays à élaborer leurs propres plans de développement. Il faut souligner que l'initiative doit venir des pays sous-développés eux-mêmes. Il ne s'agit pas de leur imposer des mesures. Cette procédure ressemble un peu à l'entraînement d'un athlète. Il faut d'abord renforcer ses moyens physiques et ensuite développer ses aptitudes particulières. De la même manière, il faut d'abord déterminer quelle est, du point de vue économique, la structure générale d'un pays et évaluer ensuite ses possibilités propres. Il est ensuite possible de prendre des mesures pour relever le niveau de son activité économique en poussant son développement dans les domaines où il peut donner les meilleurs résultats.

Exprimant son appréciation du rapport sur l'assistance technique préparé par le Secrétaire général (E/1327/Add.1), il a déclaré qu'il n'avait eu aucune critique à présenter à son égard — à savoir, son utilisation du mot « programme », qui avait, à son avis, une connotation négative dans le contexte. Un programme est un plan d'action qui doit être réalisé intégralement. Les propositions contenues dans le rapport sont d'un ordre différent. En fait, elles se résument en une longue liste de services que les Nations Unies et les institutions spécialisées estiment pouvoir fournir aux pays sous-développés. Il n'est pas dit ou suggéré que ces pays doivent accepter tous les services qui leur sont offerts, et, en fait, ils auront sans doute besoin de conseils d'experts pour choisir parmi ces services.

Une des difficultés fréquemment rencontrées dans le cas des pays sous-développés est leur incapacité à élaborer des plans de développement basés sur une évaluation exacte de leurs ressources et de leurs perspectives économiques. C'est pour cette raison que le Gouvernement du Royaume-Uni attache une importance particulière à la proposition tendant à les aider à faire une étude de leur situation économique dans son ensemble. D'autre part, l'orateur souligne qu'il faut à tout prix éviter que ces pays ne fassent rien tant que l'Organisation des Nations Unies n'est pas en mesure de faire tout. Même si un pays donné ne connaît pas toutes ses ressources économiques, il peut comprendre que certaines possibilités particulières lui sont offertes dans tel ou tel domaine et que des plans pourraient être immédiatement établis pour le développement de ces possibilités, sans qu'il faille attendre qu'un plan d'ensemble soit dressé. Mais, d'une manière générale, son Gouvernement a appris, de sa propre expérience, que la première chose à faire, c'est de déterminer le domaine dans lequel le développement sera peut-être le plus fécond, car rien n'est plus décevant que de mettre en train un plan donné pour découvrir ensuite qu'il n'est pas adapté aux ressources et aux possibilités du pays ou encore ne lui permettra pas de soutenir la concurrence des autres pays.

Certains pays sont moins évolués du point de vue économique que d'autres. Ces pays se trouvent pris dans un cercle vicieux ; ils sont insuffisamment développés parce qu'ils sont pauvres, et donc incapables de faire les frais de cet ensemble complexe de services administratifs, techniques, éducatifs et sanitaires dont ils auraient besoin pour établir et mener à bien des plans de développement. Ce à quoi visent les propositions soumises au Conseil, c'est à rompre ce cercle vicieux et à aider ces pays à mettre sur pied et à exécuter des plans de développement économique. Il faut souligner qu'en cette matière l'initiative doit venir des pays insuffisamment développés eux-mêmes. Il n'est pas question de leur imposer des mesures. Ce procédé ressemble un peu à l'entraînement d'un athlète. Il faut d'abord renforcer ses moyens physiques et ensuite développer ses aptitudes particulières. De la même manière, il faut d'abord déterminer quelle est, du point de vue économique, la structure générale d'un pays et évaluer ensuite ses possibilités propres. Il est ensuite possible de prendre des mesures pour relever le niveau de son activité économique en poussant son développement dans les domaines où il peut donner les meilleurs résultats.

L'orateur tient à marquer tout l'intérêt qu'il a pris au rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique (E/1327/Add.1) et il déclare qu'il n'a qu'une seule critique à présenter : il s'agit de l'emploi du mot « programme » qui, lui semble-t-il, n'est pas à sa place dans ce contexte. Un programme est un plan d'action qui doit être réalisé intégralement. Les propositions que contient le rapport sont d'un ordre différent. En fait, elles se résument en une longue liste de services que les Nations Unies et les institutions spécialisées estiment pouvoir fournir aux pays insuffisamment développés. Il n'est pas dit ou suggéré que ces pays doivent accepter tous les services qui leur sont offerts, et, en fait, ils auront sans doute besoin de conseils d'experts pour choisir parmi ces services.

L'une des difficultés les plus fréquentes que l'on ait à surmonter lorsqu'il s'agit d'aider les pays sous-développés, est l'incapacité où ils sont d'établir des plans généraux de développement économique d'après une évaluation exacte de leurs ressources et de leurs perspectives économiques. C'est pour cette raison que le Gouvernement du Royaume-Uni attache une importance particulière à la proposition tendant à les aider à faire une étude de leur situation économique dans son ensemble. D'autre part, l'orateur souligne qu'il faut à tout prix éviter que ces pays ne fassent rien tant que l'Organisation des Nations Unies n'est pas en mesure de faire tout. Même si un pays donné ne connaît pas toutes ses ressources économiques, il peut comprendre que certaines possibilités particulières lui sont offertes dans tel ou tel domaine et que des plans pourraient être immédiatement établis pour le développement de ces possibilités, sans qu'il faille attendre qu'un plan d'ensemble soit dressé. Mais, d'une manière générale, son Gouvernement a appris, de sa propre expérience, que la première chose à faire, c'est de déterminer le domaine dans lequel le développement sera peut-être le plus fécond, car rien n'est plus décevant que de mettre en train un plan donné pour découvrir ensuite qu'il n'est pas adapté aux ressources et aux possibilités du pays ou encore ne lui permettra pas de soutenir la concurrence des autres pays.

Once any under-developed country had reached a decision as to the way in which its development should proceed, it would probably be interested in ascertaining how other countries were solving problems resembling its own. In that respect the report was inadequate, since it did not make sufficient provision to enable representatives of under-developed countries to visit other similarly situated countries, with a view to learning something of the methods employed there. Again, once the initial surveys had been completed, experts in particular fields would be required to indicate in detail what the economic potentialities were and how they should be developed.

Finally, economic development would involve a large programme of training in various branches of science and economic and social activity. Backward countries could not hope to produce enough national technicians to meet their own requirements in the immediate future, but they would never get very far unless they could do so within the next generation or two.

The Secretary-General's report comprised two main types of project: first, those designed to promote economic development, coming within the sphere of the United Nations itself, the Food and Agriculture Organization and the International Civil Aviation Organization; and, secondly, those designed to promote social progress, which came within the sphere of the World Health Organization, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the International Labour Organization. Economic development could not proceed effectively without simultaneous social development; indeed, the only purpose of economic development was to improve living standards generally. Nevertheless, countries could not, in the long run, enjoy a higher standard of living than their economy could support. That was why it was essential that a large proportion of the initial effort in the field of technical assistance should be concentrated on those activities which would increase national income. The British Government therefore felt that the main emphasis should be placed on undertakings designed to encourage agricultural production and the development of transport, power and industry.

One of the most important considerations before the Council was that of balance — namely, the relative amounts to be placed at the disposal of the various agencies. The Council might well find, at a later date, that some of its preliminary decisions were incorrect, that the demand for certain services had been overestimated and that for others underestimated. The position would therefore require periodic review by Governments, as well as by the technical assistance committee proposed by the Secretary-General, and a proportion of the amounts subscribed should be kept in reserve in order to provide for adjustments to the original balance agreed. Wastefulness, and the creation of bureaucratic vested interests, should be avoided at all costs, and the Council should try to ensure that a proper balance between the various agencies was established and maintained.

For the time being, it would not be possible to fix a definite overall figure for the first year's

Dès qu'un pays insuffisamment développé aura choisi la voie dans laquelle il doit pousser son développement économique, il cherchera sans doute à savoir par quels moyens les autres pays s'attaquent à des problèmes analogues aux siens. A ce point de vue, le rapport du Secrétaire général est insuffisant, car il n'y est pas prévu de dispositions qui permettraient aux représentants des pays insuffisamment développés de visiter d'autres pays se trouvant dans le même cas, afin de s'initier aux méthodes qui y sont employées. Là encore, une fois terminées les enquêtes initiales, il faudra des spécialistes qui déterminent exactement les possibilités économiques et indiquent les moyens de les mettre en valeur.

Enfin, le développement économique nécessitera la mise en œuvre d'un vaste programme d'enseignement dans toutes les branches de l'activité scientifique, économique et sociale. Les pays arriérés ne peuvent espérer trouver, parmi leurs ressortissants, assez de techniciens pour les besoins immédiats de leur économie, mais ils ne feront guère de progrès s'ils n'arrivent à former des spécialistes d'ici une génération ou deux.

Le rapport du Secrétaire général comprend deux catégories de projets: en premier lieu, les plans établis en vue d'encourager le développement économique et qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies elle-même, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation de l'aviation civile internationale; et, en second lieu, les plans ayant pour but d'aider au progrès social, et qui relèvent de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation internationale du travail. Le développement économique ne peut faire de progrès réels s'il ne va pas de pair avec le développement social; en fait, le seul but du premier est d'améliorer le niveau de vie. A la longue, les pays ne peuvent jouir d'un niveau de vie supérieur à celui que leur économie peut leur assurer. C'est pourquoi il est essentiel qu'en matière d'assistance technique, au début tout au moins, l'on s'attache surtout à développer les secteurs de l'économie qui accroîtront le revenu national. Le Gouvernement britannique estime, par conséquent, qu'il faut s'occuper surtout des plans qui visent à augmenter la production agricole, à améliorer les moyens de transport, à accroître la production d'énergie électrique et la production industrielle.

L'une des considérations les plus importantes dont le Conseil doit tenir compte est la nécessité de répartir équitablement les crédits à mettre à la disposition des diverses institutions. Le Conseil trouvera peut-être, par la suite, que certaines de ses premières décisions étaient peu judicieuses et qu'il a surestimé ou, dans certains cas, sous-estimé le volume de la demande de certains services. Les Gouvernements et le comité de l'assistance technique, dont la création a été proposée par le Secrétaire général, devront donc, à intervalles réguliers, passer en revue la situation et une certaine partie des contributions versées devrait être gardée en réserve pour le cas où il faudrait modifier la répartition initiale. Il faut éviter à tout prix le gaspillage, éviter de créer une bureaucratie retranchée derrière ses intérêts et le Conseil doit essayer d'établir et de maintenir un juste équilibre entre les diverses institutions.

A l'heure actuelle, il n'est pas possible d'arrêter un chiffre global précis pour les dépenses qu'entraî-

programme, but there could be a useful exchange of views during the current session regarding the probable order of magnitude of that figure and the factors likely to determine it. The United States representative had suggested three alternative figures : 15, 20 and 25 million dollars a year respectively. There was a very wide margin between the first and the last sum, and he hoped that after detailed discussion the issue could be narrowed down, so as to give Governments some indication of a practicable figure for the first year.

The Secretary-General had proposed that a permanent technical assistance committee representing the specialized agency secretariats should be set up as a subsidiary body of the Administrative Committee on Co-ordination. His Government felt that such a proposal did not go far enough. There would be a need for periodic discussion and review by Governments as the programme developed. A committee at secretariat level could certainly follow the progress of the schemes and give advice on the handling of requests, particularly where more than one specialized agency was concerned, but it could not itself have sufficient authority to ensure that proper balance between the various programmes was maintained. That was a task which could only be accomplished by a body composed of representatives of Governments.

The practical task before the Council was to establish the correct balance between the various forms of assistance and to decide on the scale of the scheme itself. It could not find answers to both those questions during a general debate, since that could only be done by sustained, careful and specialized work. He was therefore in favour of the suggestion of the United States representative that a small committee be set up for the purpose. But he did not feel that the Council was qualified to examine the technical side of the proposals presented by specialized agencies. All it could hope to do was to establish a relative order of importance in that context. Only the appropriate inter-governmental organs of the individual agencies would be fully competent to assess proposals in detail. Hence no "programme", in the proper sense of the term, could be drawn up during the current session of the Council, since it was impossible to foretell the nature of requests from Governments. The Council could consider only the framework of the programme. The details would have to be filled in after Governments had made their applications.

In conclusion, he stated that the United Kingdom Government was convinced that a programme of internationally financed and administered technical assistance held promise of great results ; by pooling the accumulated experience and skills of the world in the service of human happiness, such a programme would affect the daily lives of millions of people, and constitute a step towards the realization of the purposes and principles of the Charter. The United Kingdom was therefore resolved to assist the enterprise with whatever financial and material means it had at its disposal. The financial

nera le programme de la première année. Mais, au cours de la présente session, un échange de vues peut avoir lieu au sujet de leur ordre de grandeur probable et des facteurs qui pourront entrer en jeu. Le représentant des Etats-Unis a cité trois chiffres différents : 15, 20 et 25 millions de dollars par an. La marge est très grande entre la première somme et la dernière et l'orateur espère qu'après un examen approfondi de la question, il sera possible de réduire cette marge et de donner aux Gouvernements une indication approximative au sujet des dépenses que l'on pourra utilement faire la première année.

Le Secrétaire général a proposé de créer un comité permanent de l'assistance technique, composé de représentants des secrétariats des institutions spécialisées et qui serait un organe subsidiaire du Comité administratif de coordination. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que cette proposition ne va pas assez loin. Il sera nécessaire que les Gouvernements procèdent, à intervalles réguliers, à des échanges de vues et reconsidèrent le programme au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Un comité composé de membres des secrétariats pourrait certainement suivre les progrès réalisés dans l'exécution des plans et offrir des conseils sur la suite à donner aux demandes d'assistance technique, notamment dans les cas où plusieurs institutions spécialisées seraient en cause ; mais il ne posséderait pas par lui-même assez d'autorité pour maintenir un juste équilibre entre les différents programmes. Seul un organisme composé de représentants des Gouvernements peut mener à bien cette tâche.

Sur le plan pratique, le Conseil doit déterminer équitablement la part de chacune des différentes formes d'assistance et décider de la portée du programme lui-même. Il ne peut résoudre ces deux problèmes au cours d'un débat de caractère général, car leur solution ne peut être trouvée qu'au prix de longs travaux minutieux de caractère technique. L'orateur approuve donc la proposition du représentant des Etats-Unis tendant à créer à cet effet un comité restreint. Mais il ne croit pas que le Conseil ait qualité pour examiner, du point de vue technique, les propositions qui lui ont été présentées par les institutions spécialisées. Tout ce qu'il peut espérer faire, c'est de les classer par ordre d'importance. Seuls les organes intergouvernementaux compétents des différentes institutions seront pleinement qualifiés pour juger par le détail de la valeur de ces propositions. Aussi ne sera-t-il pas possible, pendant cette session du Conseil, d'établir un « programme », au sens propre du terme, puisque l'on ne peut prévoir la nature des demandes des Gouvernements. Le Conseil ne peut qu'envisager de dresser le cadre du programme. Ses éléments devront être mis en place lorsque les Gouvernements auront présenté leurs demandes.

En conclusion, l'orateur réaffirme la conviction du Gouvernement du Royaume-Uni qu'un programme d'assistance technique, financé sur le plan international et dirigé par une autorité internationale, porte la promesse d'excellents résultats. En mettant au service des êtres humains toute l'expérience acquise et toutes les compétences techniques, ce programme transformera la vie de millions d'hommes et fera faire un pas de plus vers la réalisation des buts et des principes de la Charte. Le Royaume-Uni est donc décidé à aider de toutes ses ressources financières et maté-

contribution would have to be in inconvertible sterling, but there was a wide range of valuable services which could be purchased with sterling and which his Government would do everything in its power to make available to those who needed them. It hoped to ascertain, during the course of the session, what was the most effective contribution it could make.

The meeting rose at 1 p.m.

## THREE HUNDRED AND EIGHTH MEETING

*Held at the Palais des Nations, Geneva, on Monday, 25 July 1949, at 3 p.m.*

*President: Mr. James THORN.*

### 43. Continuation of the discussion on economic development of under-developed countries (E/1327, E/1327/Add.1, E/1333, E/1333/Corr.1, E/1333/Add.1, E/1335, E/1335/Add.1, E/1335/Add.2 and Annex, E/1345, E/1345/Corr.1, E/1373/Rev.1, E/1381, E/1383, E/1408 and E/1448)

Mr. MENDÈS-FRANCE (France) stated that the French delegation was gratified to see the discussion developing on such broad lines. It had already evinced its interest, at the eighth session, in the vital subject of technical assistance — a subject which became even more vital in the light of world economic trends during the past few months.

Those trends, incidentally, illustrated a view which his delegation held very strongly: that there was no contradiction between the basic interests of industrialized and under-developed countries, or between those of war-devastated countries and countries only indirectly affected by the war.

Moreover, past experience showed that foreign trade between industrialized countries was far greater than their trade with more backward regions. To develop the latter would therefore sustain world economy as a whole, as was already recognized. Even before President Truman's celebrated message, numerous works and studies on the needs of the under-developed countries had already been completed by several of the specialized agencies, particularly the Food and Agriculture Organization and the International Bank. Political initiative had been necessary, however, to transform those studies into questions of high priority and provide a decisive impetus to put them into effect.

Although the Council was not required at that juncture to take any decision on the financial

rielles à la réussite de cette entreprise. Sa contribution financière devra être versée en livres sterling inconvertibles, mais il existe une quantité de services utiles qui peuvent être payés en livres sterling et que son Gouvernement mettra tout en œuvre pour fournir à ceux qui en ont besoin. Il espère déterminer, au cours de cette session, la forme que sa contribution pourrait prendre pour être le plus efficace.

La séance est levée à 13 heures.

## TROIS CENT HUITIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 25 juillet 1949, à 15 heures*

*Président: M. James THORN.*

### 43. Suite de la discussion sur le développement économique des pays insuffisamment développés (E/1327, E/1327/Add.1, E/1333, E/1333/Corr.1, E/1333/Add.1, E/1335, E/1335/Add.1, E/1335/Add.2 et annexe, E/1345, E/1345/Corr.1, E/1373/Rev.1, E/1381, E/1383, E/1408 et E/1448)

M. MENDÈS-FRANCE (France) déclare que la délégation française se réjouit de voir ce débat se développer avec une telle ampleur. Elle a déjà eu l'occasion, au cours de la huitième session, de montrer l'intérêt qu'elle porte à cette question si importante de l'assistance technique, qui apparaît plus importante encore si l'on pense à l'évolution économique du monde au cours de ces derniers mois.

Cette évolution illustre, d'ailleurs, une idée à laquelle sa délégation est très attachée, qu'il n'y a pas de contradiction entre les intérêts profonds des pays industrialisés et ceux des pays insuffisamment développés, ni entre ceux des pays qui ont été ravagés par la guerre et ceux qui n'en ont subi qu'indirectement les effets.

L'expérience du passé enseigne en outre que les échanges commerciaux des pays industrialisés avec d'autres pays industrialisés ont un volume bien plus considérable que leur commerce avec des régions plus arriérées. Développer ces dernières, c'est donc soutenir l'économie mondiale dans son ensemble. A vrai dire, la question n'est pas nouvelle. Lorsque retentit la déclaration, maintenant fameuse, du Président Truman, il existait déjà de nombreux travaux et de nombreuses études sur les besoins des pays insuffisamment développés, travaux et études qui étaient l'œuvre de plusieurs institutions spécialisées, notamment l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque internationale. Mais il fallait une initiative politique pour qu'ils fussent placés au premier plan de l'actualité et pour qu'une impulsion décisive fût donnée à leur réalisation.

Bien que le Conseil n'ait pas, en la circonstance, à prendre une décision sur les problèmes financiers